

Troisième leçon. — Les États-Unis, alarmés des assassinats trop à la mode chez les jeunes, parlent d'interdire aux enfants les revolvers jouets, pour leur ôter l'idée de se servir des vrais. La liberté des revolvers est trop grande et commence trop tôt. Un juge du Texas, frappé du chiffre croissant des meurtres, s'est élevé contre le port d'armes: « N'importe quel type armé de pistolet va dans une taverne. Après cinq verres de bière, il se trouve facilement insulté; alors, c'est absolument nécessaire pour ce gentilhomme du Sud de défendre son honneur. » Un autre se permet de juger les juges qui jugent mal et ne punissent pas. Ainsi la femme de trente-quatre ans qui a tué son second mari, comme elle a tué le premier, ce dont elle fut acquittée, n'a reçu que cinq ans de prison, cette fois-ci. De même le beau-père qui a tué son second gendre, comme il a tué l'autre voilà dix ans, n'a reçu que trois ans, alors que même ses proches réclamaient la mort.

Devant la récente épidémie de crimes sadiques, l'ancien criminaliste devenu le juge Samuel Leibowitz a lancé un appel d'alarme (*Newsweek*, 6 septembre). En treize ans, le chiffre des jeunes criminels a doublé: 1 million sur 19 millions d'adolescents de 10 à 18 ans ont eu affaire à la police. Il faut restaurer le foyer, plus formateur que l'automobile. D'autres blâment la télévision à crimes, et prônent la sévérité anglaise,

qui a fait baisser de 14% la délinquance juvénile. Bien que juif, le juge Leibowitz recommande les cours catholiques de préparation au mariage: « Nous voulons combiner l'église et le foyer. Nous cesserons d'adorer les glaciers électriques et nous reprendrons la foi et la religion. »

Le Canada, plus sévère contre les meurtriers, devrait l'être aussi contre leur apprentissage, contre la vente d'armes à feu, la télévision des crimes et les récits de drames conjugaux et autres horreurs dans certains journaux et à la radio. Leslie Roberts nie que « quiconque n'agit pas comme l'Américain ait besoin de consulter un psychiatre ». Nous resterons donc nous-mêmes, à nous perfectionner dans notre ligne. Prenons les qualités des voisins, non les défauts que déplorent les meilleurs d'entre eux.

Imitons l'énergie des catholiques américains ramant contre le flot; refusons la carie contagieuse et la paralysie infantile des autres, qui créent là-bas un désastreux genre de vie, ignorant même le sens du mot Noël. L'Écriture prévient Israël contre les Chananéens: *Tu ne feras pas alliance avec eux, ni avec leurs dieux. Ils n'habiteront pas dans ton pays, de peur qu'ils ne le fassent pêcher contre toi; tu servirais leurs dieux, et ce serait un piège pour toi.* Écoutons Isaïe et surtout la Vierge de Fatima, qui réclame un changement de mœurs, des pénitences et des rosaires. Octobre nous y invite.

## HORIZON INTERNATIONAL

**AMÉRIQUE LATINE** LA GUERRE froide bat son plein en Amérique latine. On emploie les tactiques qui jetèrent un froid entre l'Angleterre et les États-Unis, sortirent la France de la communauté européenne de défense. On ne se bat pas pour ou contre le communisme, mais pour ou contre les États-Unis. L'offensive appartient aux soviétiques; elle a pour objet d'isoler les États-Unis pour qu'il n'y ait, entre le monde soviétique et eux, qu'un émiettement de nations. Tout entre en jeu: propagande, agitation, guerre civile; les incidents les plus menus sont coordonnés dans un plan dressé à l'échelle mondiale. Avec nos maigres moyens d'information, nous ne pouvons suivre les événements que de façon fragmentaire. Le bloc soviétique vient de perdre une manche intéressante au Mexique.

Le président actuel de ce pays, M. Adolfo Ruiz Cortinez, qu'on dit être intègre, donna la prépondérance aux partisans de l'ancien président Lazaro Cardenas, quand il constitua son gouvernement (1952). Cardenas (1936-1940) avait été suivi par Manuel Avila Camacho (1940-1946) et Miguel Vicente Aleman (1946-1952); durant ces deux présidences, l'influence marxiste de Cardenas baissa, même si son prestige resta intact. Aleman, devenu fabuleusement riche durant ses six ans, perdit toute autorité. Ce fut une des raisons — il y en eut d'autres, plus maçonniques et secrètes — qui poussèrent Ruiz Cortinez à couper de larges tranches du pâté national aux cardénistes.

A la conférence de Caracas (mars 1954), quand M. Foster Dulles mobilisa les nations d'Amérique latine contre la conspiration communiste, le secrétaire aux Affaires étrangères du Mexique, M. Padilla Nervo, défendit tant qu'il put le Guatemala et ses protecteurs internationaux. Il n'arriva pas à convaincre ses confrères ibéro-américains; mais on craignit un moment de voir le Mexique officiel repasser du côté rouge.

Les choses finirent par se gâter complètement au Guatemala, où l'influence communiste montait depuis la révolution de juin 1944, quand les militaires Arana, Arbenz et Toriello

chassèrent le président Ubico et prirent le pouvoir. Durant la présidence de Juan José Arévalo (1945-1951), le marxisme resta académique; il devint militaire avec Arbenz (15 mars 1951). Le 4 avril 1954, dimanche des Rameaux, l'archevêque de Guatemala publia sa pastorale sur le communisme. Quand on connaît la dévotion des Indiens pour la Passion de Notre Seigneur, surtout pour le Saint-Christ d'Esquipulas (Esquipulas sera la première capitale de l'armée libératrice), on devine l'émoi populaire que créa le vénérable message. Deux mois après, à la suite des événements qu'on sait, éclata la guerre civile.

Aussitôt, M. Lazaro Cardenas s'empressa d'envoyer à M. Arbenz son message de solidarité. Le 19 juin, le *Vestnik* de Toronto imprima le télégramme suivant que je traduis directement du russe. Sans doute, ce télégramme était daté de « Mexico, Mexique, 18 juin »; mais, entre journalistes, on sait ce que ça veut dire. Le télégramme, comme tous les autres que le journal russe publia ce jour-là au sujet du Guatemala, ne pouvait venir que de Moscou.

Dans tout le Mexique, limitrophe du Guatemala, déferla une vague de meetings et de manifestations pour appuyer le peuple guatémaltèque et son gouvernement. La population du Mexique sait que l'intervention des États-Unis menace sa propre liberté et son indépendance. Beaucoup de personnalités en vue, dont l'ancien président Cardenas, ont envoyé au président du Guatemala des télégrammes pour l'assurer de leur appui. Les syndicats convoquent des dizaines d'assemblées, où l'on vote des « résolutions » demandant au gouvernement mexicain de ne pas participer à la conférence d'États américains convoquée par les États-Unis, pour étudier « la situation du Guatemala ».

Les « dizaines d'assemblées syndicales », tout comme la « vague de manifestations », n'existaient que sur le papier du vieux camarade Lombardo Toledano. Les élèves de polytechnique s'agitèrent, et des « intellectuels » (laissons-les se qualifier ainsi), signèrent un manifeste en faveur du « Guatemala » soviétique. Quant à M. Cardenas, il devint la risée de son pays quand Arbenz, battu, demanda asile

avec deux cents de ses partisans à l'ambassade mexicaine du Guatemala. Toutes les petites farces que les Mexicains, du cirque de bottes au comédien professionnel, se permirent alors tournèrent autour du même inénarrable épisode: « *Ay!* si Cardenas est ton ami, tu es perdu; regarde ce qui arrive à Arbenz. »

Peu auparavant, les cardénistes avaient décidé de fonder un nouveau parti, encore plus anticlérical que le parti officiel, dont la présidence serait confiée à M. Catano Molet, naguère président de la Cour suprême de Mexico, aujourd'hui en disponibilité. Inquiet, M. Ruiz Cortinez décida d'en faire un ambassadeur au Paraguay. M. Cardenas gronda, fit casser la nomination, et M. Morlet devint « conseiller de la présidence de la République », où il se trouve avec un autre enfant chéri de la presse cardéniste, M. Narcisse Bassols, connu depuis vingt ans pour avoir voulu imposer l'éducation sexuelle à l'enfance mexicaine.

Toujours au début de ce même été de 1954, le gouvernement mexicain cherchait aux États-Unis un nouvel emprunt. Il s'agissait, cette fois, de renflouer le chemin de fer du Pacifique, en souffrance depuis juin 1937, quand le président Cardenas le nationalisa et en confia l'administration aux « ouvriers ». Le Congrès américain, de son côté, avait augmenté le tarif douanier du plomb et du zinc, deux métaux que le Mexique produit en abondance. Les rodontades de M. Cardenas gênaient sérieusement le gouvernement, en aliénant les sympathies américaines.

C'est alors que les synarchistes, dont personne ne parlait depuis leur schisme de 1944, demandèrent au président d'ôter M. Cardenas de l'administration de Tepalcatepec et de le renvoyer à l'armée, où il est supposé être en qualité de général de division. Ils demandèrent également la démission du secrétaire de l'Instruction publique, M. Ceniceros, et de quatre hauts fonctionnaires syndicaux, qu'ils accusaient de communisme: MM. George Cruickshank, Léopold Ancona, Gaudence Peralta, Alvarez Barrett. S'attaquer ainsi à Cardenas, l'homme fort du pays, était d'une audace à couper le souffle de tout le monde. Pas un journal ne voulut imprimer leur manifeste. Ils se cotisèrent, l'insérèrent comme réclame dans *Excelsior*. Le remous fut considérable. Il faut distinguer ce document d'un autre publié alors par les synarchistes dissidents. Pour rappeler au monde qu'ils existaient eux aussi et pour faire un peu de surenchère, ces derniers publièrent une longue liste de « communistes » que personne ne prit au sérieux.

Sur ces entrefaites, mourut Frida Kahlo, épouse du peintre Diego Rivera. J'aurais préféré respecter le deuil de ce malheureux, même s'il a répandu des ordures sur tout ce que le Mexique vénère; mais il utilisa le cadavre de sa femme pour faire du tapage. Il enveloppa le cercueil d'un drapeau rouge, avec l'étoile, la faucille et le marteau bien en évidence, et le transporta au Palais des Beaux-Arts, le magnifique édifice qui est à Mexico ce que le Palais Montcalm est à Québec et, à Toronto, le Massey Hall. Il y eut un tel scandale devant cette exhibition de mauvais goût que le directeur du Palais des Beaux-Arts perdit sa place; mais le brave homme avait subi de telles pressions!

Un journaliste entreprenant s'en alla voir ce qui se passait et prit une photographie. Faisant couronne aux emblèmes soviétiques, on peut voir au premier plan un M. Lazaro Cardenas aussi furibond qu'on se l'imagine; à côté de lui, son fils, au nom païen de Cuahatemoc; viennent ensuite M. David Alfaro Siqueiros, le sculpteur, connu comme communiste, ancien colonel dans l'armée rouge en Espagne; s'abritant pudiquement derrière Cardenas, on voit M. Cesar Martino, président du parti révolutionnaire institutionnel dans le district fédéral; un peu plus loin, sûr de lui-même, Dionisio Encinas,

secrétaire du parti communiste mexicain, et les autres — en un mot, le ban et l'arrière-ban du *frente popular* mexicain, à l'exception de l'époux, qui ne paraît pas sur la photographie.

Ce document, tiré à plusieurs milliers d'exemplaires, fut affiché un peu partout au Mexique. Il y eut un tapage peu ordinaire. M. Cardenas dut offrir sa démission, que le président, beau prince, n'accepta pas, car il ne faut pas écraser une orange vidée. Le Mexique obtint son emprunt aux États-Unis, et le président Eisenhower mit le veto à l'augmentation du tarif sur le zinc et le plomb.

Revenons à M. Cesar Martino, haut fonctionnaire du parti officiel, que nous avons laissé en contemplation devant l'étoile, la faucille et le marteau. Quand, en mai 1954, éclata la nouvelle que deux mille tonnes d'armements, en provenance de Pologne et de Tchécoslovaquie, avaient été déchargées à Puerto Barrios, au Guatemala, sous le regard du ministre de la Défense nationale, José Angelo Sanchez, M. Martino s'empressa de laver le Guatemala de l'accusation de communisme. « Sont communistes tous ceux qui lèvent leur voix ou écrivent pour dénoncer cet attentat contre un peuple petit et pauvre, qui lutte pour son droit à la liberté de faire ses propres lois et de se donner son propre gouvernement. » (*Hoy*, 5 juin.)

La semaine suivante, il revint à la charge: « On a dit également que moi j'étais communiste, quand on sut que j'avais offert mon foyer, un foyer mexicain, à la mère de Carlos Prestes qui devait arriver à Mexico... Non, je ne suis pas communiste. Mais si l'occasion se présentait à nouveau de servir Pablo Neruda ou la famille Prestes, j'ouvrirais de nouveau les portes de ma maison... » (*Hoy*, 21 juin.) Après la débâcle rouge au Guatemala, et après que notre César eut été trouvé photographié en contemplation devant le drapeau rouge, l'étoile, la faucille et le marteau, il ne lui resta plus qu'à parler de m'carthyisme. C'est ce qu'il fit avec éloquence, indignation et majesté. J'ignore si M. Martino est communiste ou non; je constate que dans toutes les questions internationales qu'il traite dans *Hoy*, il ne s'écarte pas d'une semelle de la ligne du Kominform.

Avec tout cela, le prestige de M. Lazaro Cardenas a sombré au-dessous de celui de Lombardo Toledano. Va-t-il émerger de nouveau?

Il y a, chez les Mexicains qui s'intéressent aux questions internationales, trois classes d'hommes: ceux qui se laissent acheter ou intimider (ce n'est pas en se salissant avec eux qu'on bâtit l'avenir); ceux qui, renfermés dans un nationalisme buté, sont incapables de comprendre un autre point de vue que le leur (toute discussion avec eux est une perte de temps); enfin, les véritables patriotes, qui défendent les intérêts légitimes de leurs pays, ne se laissent pas acheter, sont prêts à collaborer avec les hommes de bonne volonté de partout. C'est avec ceux-là qu'il y aurait peut-être moyen de travailler.

**BRÉSIL** LA SITUATION est plus confuse au Brésil, où le président, Getulio Vargas, se suicida le 24 août 1954. Il avait été porté au pouvoir par la révolution militaire de 1930. S'appuyant tantôt sur les uns, tantôt sur les autres, dans un pays où une petite partie de la population est politiquement active, il avait fini par concentrer toute l'autorité dans ses mains. Mais l'armée lui échappait. Le peuple aussi, car les habitants de cette immense république, établis dans les régions les plus diverses, divisés en classes sociales qui n'ont presque pas de contact les unes avec les autres, ne constituent pas un tout politique organisé. En 1945, une nouvelle révolution militaire obligea Vargas à céder le pouvoir au général Dutra; mais il demeura le véritable chef du Brésil jusqu'en 1950, quand, élu par suffrage